

Le budget

• (1740)

Ce dont notre pays a besoin, c'est de voir disparaître les banques d'alimentation, les soupes populaires, le problème des sans-abri. Nous avons besoin d'un régime fiscal juste où les Canadiens à revenu élevé et les sociétés rentables paient leur juste part.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Ce dont notre pays a besoin, c'est d'un gouvernement qui tend à la justice sociale. Le gouvernement devrait investir davantage dans sa main-d'œuvre au moyen de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle, de la flexibilité en matière d'emploi et des services de garde d'enfants. Une réduction importante et immédiate des taux d'intérêt ferait diminuer le déficit de plusieurs milliards de dollars, aiderait nos agriculteurs et nos petites entreprises et relancerait notre économie.

Nous avons besoin d'un budget qui prévoit le développement et le soutien de nos communautés régionales. Nous avons besoin d'un budget qui révèle un engagement concret et précis à l'égard de l'environnement.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Nous avons besoin d'un budget qui permettra à tous les Canadiens, d'un bout à l'autre du pays, d'avoir un emploi, d'avoir de la dignité, de rester là où ils habitent et de contribuer à bâtir un Canada fort.

[Français]

Nous devons nous défaire du programme des conservateurs. L'avidité n'est pas une vertu, et la compassion n'est pas un vice. Nous avons mis trop de temps et trop d'efforts afin d'instaurer une société juste et humaine, pour laisser les conservateurs la détruire aujourd'hui.

Je le dis au gouvernement: les Canadiens et les Canadiennes, d'un océan à l'autre, rejettent l'absence de vision du gouvernement conservateur. Ils rejettent le libre-échange, ils rejettent la TPS, ils rejettent le présent Budget. Ils sont fatigués des promesses rompues. Ils en ont assez d'être toujours perdants.

[Traduction]

Les Canadiens se feront entendre. Il y a un mouvement qui prend de plus en plus d'ampleur dans le pays. Ceux qu'on appelle les petites gens se lèvent et s'unissent pour mieux se faire entendre. Les gens de tous les milieux, de tous les groupes sociaux, de toutes les communautés et de toutes les régions se rassemblent pour s'opposer aux politiques du gouvernement. Ils disent à

l'unisson: «Ça suffit comme ça! Nous allons reprendre le Canada.»

Une voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Le Nouveau Parti démocratique trouve qu'il est grand temps que les Canadiens se fassent entendre. Il est grand temps que le gouvernement prête l'oreille aux préoccupations des Canadiens et suive leurs conseils. Ils peuvent lui montrer le chemin. Ils ont une vision de l'avenir.

Au ministre des Finances, au ministre de l'Environnement, au premier ministre, je dis ceci: écoutez les Canadiens avant qu'il soit trop tard.

[Français]

La population canadienne peut indiquer la voie. Elle a une vision de l'avenir. Je signale une chose au ministre des Finances au ministre de l'Environnement, au premier ministre: Écoutez la population du Canada avant qu'il ne soit trop tard!

[Traduction]

Ce budget est celui du passé. Il ne contient pas une seule nouvelle idée, il n'est pas tourné vers l'avenir. Par conséquent, je propose:

Qu'on modifie l'amendement en ajoutant ce qui suit:

- 4) de n'avoir pas protégé l'environnement;
- 5) de n'avoir pas fourni d'aide aux collectivités agricoles du Canada;
- 6) de n'avoir pas réparti le fardeau fiscal en supprimant les échappatoires qui permettent aux sociétés lucratives d'éviter de payer des impôts;
- 7) de n'avoir pas fourni d'aide à la région de l'Atlantique; et
- 8) de n'avoir pas mis en oeuvre un programme national de garde des enfants.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)): Madame la Présidente, j'aimerais d'abord vous remercier de me donner l'occasion de participer à cet important débat.

[Traduction]

La motion qui nous est soumise aujourd'hui—d'approuver de façon générale la politique budgétaire du ministre des Finances—mérite l'approbation entière et sans réserve de tous les membres de cette Chambre. L'adoption de la motion se traduira par l'acceptation des objectifs énoncés dans le budget: la réduction du déficit et la remise de l'économie sur la voie du développement durable.